

Cote du document: EB 2010/101/R.30/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 d) ii)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République d'El Salvador pour le

Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Enrique Murguía
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2431
courriel: e.murguia@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

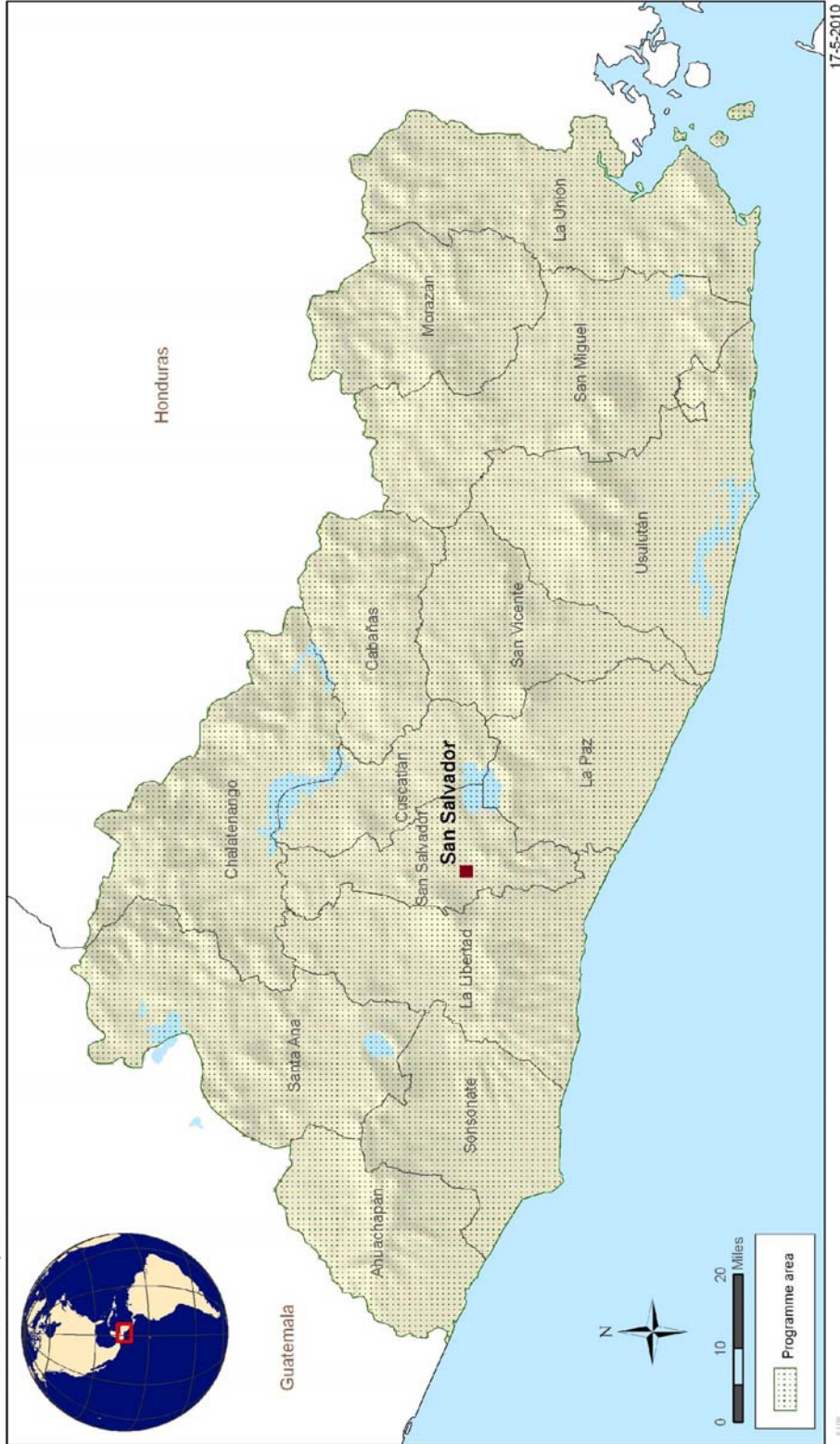
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

Carte de la zone du programme

Republic of El Salvador
Rural Territorial Competitiveness Programme (AMANECER RURAL)
President's report



Source: FIDA
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République d'El Salvador

Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'El Salvador
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du programme:	36,62 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Cofinancier:	Fonds de l'OPEP pour le développement international
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 15,0 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	150 000 USD
Contribution des bénéficiaires:	4,47 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République d'El Salvador pour le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*), telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Proposition de prêt à la République d'El Salvador pour le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*)

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. La présence du FIDA en El Salvador se limite actuellement à des projets de développement et de reconstruction de zones spécifiques. Le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*) évolue vers une approche nationale du développement rural visant à augmenter la production, à créer des emplois et des sources de revenus. Il met l'accent sur: i) l'accès aux marchés et la création d'activités en milieu rural pour les petits exploitants et les microentrepreneurs; et ii) la mise en valeur du capital humain et social, à savoir le renforcement des capacités organisationnelles et entrepreneuriales des associations de producteurs et la consolidation de la planification territoriale au niveau municipal. La stratégie consiste à privilégier les liens avec les entreprises du secteur privé afin de garantir une production durable et de qualité; l'assistance technique pour favoriser les filières de commercialisation et d'exportation; les investissements en faveur du développement humain, de la sécurité alimentaire et de l'adaptation au changement climatique; et le renforcement institutionnel du secteur.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République d'El Salvador un prêt d'un montant de 11,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour El Salvador au titre du SAFP est de 17,64 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La dette extérieure d'El Salvador devrait être supportable, car elle est gérée de façon rigoureuse. Le pays est dès lors tout à fait en mesure d'absorber le prêt proposé. Sa capacité à assurer le service de la dette publique est jugée satisfaisante. El Salvador a bénéficié de huit prêts du FIDA (entre 1984 et 2007), pour un montant total de 78,5 millions de DTS (soit en moyenne 9,8 millions de DTS par prêt). Trois prêts sont en cours d'exécution.

Flux de fonds

5. Un compte dédié aux opérations menées dans le cadre du programme sera ouvert auprès d'une banque commerciale agréée par le Fonds. Il sera géré par une entité internationale chargée d'apporter un appui administratif.

Modalités de supervision

6. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

Déroptions aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) participation des usagers-bénéficiaires et des représentants des secteurs technique et commercial au comité d'examen/d'approbation du programme; ii) planification municipale et territoriale favorisée par le programme; iii) réalisation d'audits annuels indépendants conformément aux directives du FIDA en la matière; iv) participation d'une entité internationale d'administration du programme; v) manuel d'exécution détaillé; et vi) équipe dynamique de gestion du programme de pays.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Les groupes cibles du programme sont: i) les petits producteurs agricoles pauvres; ii) les petits producteurs agricoles susceptibles de produire pour les marchés et d'en bénéficier, et les producteurs commençant à établir des liens avec les marchés et les filières; iii) les petits entrepreneurs et micro-entrepreneurs ruraux impliqués dans la transformation/l'ajout de valeur (agricoles et non agricoles); iv) les artisans et les entrepreneurs dans le secteur du tourisme rural à assise communautaire; et v) les femmes, les jeunes et les familles d'origine indigène vivant en milieu rural. Quelque 40 000 ménages bénéficieront du programme. Parmi ces ménages, 14 000 bénéficieront d'une assistance technique, de plans d'activité, de l'accès à des fonds de renforcement des actifs (non remboursables) et de services financiers ruraux fondés sur le jeu du marché; et 26 000 familles bénéficieront d'une infrastructure sociale, d'une formation, de mesures favorisant les femmes et les jeunes vivant en milieu rural, de bourses d'études pour un enseignement technique et d'une amélioration de la planification municipale et territoriale.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme sera mis en œuvre dans les régions qui, dans tout le pays, seront retenues sur la base des critères suivants: i) la typologie et les caractéristiques de la population locale, autrement dit les régions qui présentent une concentration d'usagers-bénéficiaires ruraux pauvres et de petits producteurs dotés du potentiel/des avoirs productifs pour tirer parti de l'amélioration des filières; ii) la production agricole/capacité territoriale de la région, autrement dit les régions où se trouvent les filières alimentaires et commerciales présentant un intérêt pour les groupes cibles du Fonds; iii) les zones susceptibles de déclencher un processus de développement rural localisé, telles qu'identifiées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage; et iv) l'existence d'autres initiatives de développement rural, permettant un élargissement de la zone d'intervention et du financement et des alliances stratégiques.

Participation

11. Les usagers-bénéficiaires seront associés: i) au diagnostic participatif, au ciblage social/géographique et à la planification stratégique; ii) au suivi-évaluation du programme, en visant des objectifs établis pour chaque sexe; et iii) aux travaux du comité de pilotage du programme. L'infrastructure sociale réduira la charge de travail des femmes, leur permettant ainsi de participer pleinement au programme.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le programme contribuera à créer des emplois, à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire des familles des petits producteurs agricoles grâce à l'amélioration et à la diversification de la production et à l'accès à des marchés concurrentiels. Ce résultat sera obtenu grâce au développement d'unités de production (associations d'entreprises agricoles) et la création et la consolidation des entreprises et microentreprises rurales. Les principaux objectifs/résultats escomptés du programme sont les suivants: i) développement des liens avec les entreprises afin de permettre aux associations de producteurs de renforcer la capacité de production, d'ajout de valeur/de transformation et de commercialisation et d'établir des liens avec les entreprises, de mettre en œuvre des plans d'activité et d'accéder aux services financiers ruraux basés sur le marché et aux marchés locaux, nationaux et extérieurs; ii) sécurité alimentaire et adaptation au changement climatique: les paysans pratiquant une agriculture de subsistance se livreront à des activités susceptibles d'améliorer la production, l'ajout de valeur et l'atténuation des risques liés au changement climatique; et iii) développement humain, associations renforcées et gestion du territoire. La capacité d'organisation et de gestion des communautés à l'appui d'un développement productif et social sera renforcée, favorisant ainsi l'entrepreneuriat parmi les femmes et les jeunes vivant en milieu rural.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Les investissements proposés ont pour but d'améliorer la coordination du développement rural et l'harmonisation des stratégies de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire. Le programme prévoit pour cela: i) le renforcement de la capacité institutionnelle et opérationnelle en faveur du développement rural, à commencer par la Direction générale du développement rural du Ministère de l'agriculture et de l'élevage; ii) l'appui à la planification territoriale participative au niveau municipal; et iii) la consolidation des alliances stratégiques avec les agences de développement partenaires et les entités clés du secteur privé.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Conformément au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, les groupes cibles bénéficieront d'un accès plus large: i) aux marchés nationaux et régionaux dans le contexte des possibilités offertes par la libéralisation des échanges; ii) à l'emploi, aux services financiers ruraux, aux investissements et à l'assistance technique spécialisée pour créer des activités et des entreprises en milieu rural; iii) aux infrastructures sociales; et iv) aux techniques permettant d'atténuer le risque climatique.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le programme proposé affronte certaines des priorités inscrites dans le plan de développement national, comme l'atténuation des risques environnementaux et la reconstruction de l'infrastructure de production. De plus, il prête son concours à la réalisation de certains objectifs clés du plan – réduction de la dépendance à l'égard des importations alimentaires et agricoles; création d'emplois en milieu rural; expansion de l'infrastructure sociale et économique; et soutien spécifique aux petits exploitants, aux microentrepreneurs, aux femmes et aux jeunes vivant en milieu rural, notamment.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. La stratégie globale d'intervention est basée sur: i) l'instauration de partenariats avec le secteur commercial privé afin de développer les réseaux d'accès aux marchés et les services d'assistance technique; ii) la coopération avec les institutions des Nations Unies et autres partenaires de développement (par exemple, la

Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, l'Agence de coopération espagnole, l'Agence allemande de coopération technique, l'Agence des États-Unis pour le développement international; iii) le cofinancement, notamment avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international; et iv) le respect général des principes inscrits dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comprend trois composantes: i) compétitivité entre entreprises et accès aux marchés (49% du coût de base); ii) développement humain, création d'associations et gestion territoriale (45%); et iii) gestion du programme (6%).

Catégories de dépenses

18. Le programme comprend les sept catégories de dépenses suivantes: i) infrastructures (22% du coût de base); ii) véhicules et équipement (1%); iii) formation (10%); iv) accords et contrats de services (14%); v) fonds de renforcement des actifs (44%); vi) salaires (7%); et vii) coûts de fonctionnement (2%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sera l'organisme d'exécution. Ses principaux partenaires seront les municipalités et les associations municipales qui participent à la promotion de la planification et du développement aux niveaux local/territorial; les associations de développement communautaire; les associations de producteurs fournissant des services techniques; et les institutions financières (Banco Multilateral de Inversiones) et les institutions de microfinancement offrant des services financiers ruraux et de formation; des organismes gouvernementaux comme le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (pour le programme pilote sur la rémunération des services environnementaux); et des prestataires de services techniques/entrepreneux privés sous contrat et des partenaires commerciaux participant à la formulation de plans d'activité et à la promotion des exportations. Le gouvernement signera un accord de partenariat concernant l'appui administratif avec une agence de développement international.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Une unité de gestion du programme, créée sur le terrain et au sein de la structure du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, mettra en œuvre le programme. L'unité recevra de la Direction générale du développement rural des orientations en matière de politique, de stratégie et de gestion. Un groupe consultatif du programme et un comité d'évaluation contribueront à la gestion du financement des sous-projets.

Rôle de l'assistance technique

21. L'objectif est de faire en sorte que les usagers-bénéficiaires puissent acquérir les compétences requises, sur le plan de l'organisation et de l'exécution, pour tirer véritablement parti des possibilités offertes par le programme, à la faveur d'un apprentissage quotidien par la pratique. Le programme fournira l'assistance et l'appui techniques requis.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Outre l'accord de financement, le programme sera régi par: i) les règles de fonctionnement des fonds de renforcement des actifs en faveur d'une production agricole compétitive, du développement des entreprises et microentreprises rurales, de la sécurité alimentaire et de l'adaptation au changement climatique; ii) des accords opérationnels conclus avec des organismes privés chargés de promouvoir les exportations et de fournir aux entreprises une assistance technique spécialisée; et iii) des accords de collaboration avec les municipalités et les organismes publics.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 36,62 millions d'USD sur une période de cinq ans. Les sources de financement sont les suivantes: i) un prêt du FIDA de 17,0 millions d'USD (46,4%); ii) un prêt du Fonds de l'OPEP de 15,0 millions d'USD (41,0%); iii) des fonds de contrepartie versés par le gouvernement à hauteur de 150 000 USD (0,4%); et iv) une contribution des usagers-bénéficiaires de 4,47 millions d'USD (12,2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Les principaux avantages sont les suivants: i) établissement, tout au long de filières renforcées, d'entreprises rurales viables disposant d'un accès aux marchés, des moyens pour financer leurs investissements et d'une assistance technique; ii) amélioration de l'emploi, des revenus et de la sécurité alimentaire; iii) renforcement des associations, autonomisation des communautés et capitalisation sociale; iv) réduction de la dégradation des sols et de la vulnérabilité environnementale; et v) renforcement de la planification municipale, de la coordination sectorielle et de la concertation sur les politiques.

Viabilité économique et financière

25. La majeure partie des ressources sera investie dans les parcelles irriguées, les projets de production/d'ajout de valeur, les entreprises rurales et le renforcement des capacités dont bénéficieront directement les usagers ciblés. Une analyse systématique tenant compte de l'insertion d'unités de production primaires et de microentreprises types dans les filières montre que les investissements envisagés sont rentables: leur valeur actualisée nette est globalement positive, et le taux de rendement interne du projet est de 21,2%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le programme documentera et diffusera les enseignements tirés de la mise en œuvre et favorisera la gestion des savoirs. Des études de référence et des études de cas seront réalisées, et des liens institutionnels établis avec des projets du FIDA en cours d'exécution et des réseaux d'apprentissage régionaux. L'accent sera mis sur l'échange d'enseignements tirés de l'expérience en matière d'accès aux marchés et de développement des entreprises ainsi que sur la mise en place de services financiers ruraux innovants. Des documents seront mis à disposition sous forme imprimée et numérique ainsi que sur le web.

Innovations en matière de développement

27. Le programme apportera les innovations suivantes: i) une démarche privilégiant la création d'associations d'entreprises agricoles et communautaires et le renforcement de l'accès aux marchés et des liens entrepreneuriaux; ii) le renforcement des alliances stratégiques avec le secteur commercial privé; iii) l'adoption d'une approche de la production durable (filiales alimentaires et commerciales) orientée vers l'adaptation au changement climatique, conjuguée à la planification territoriale et municipale; et iv) la mise en place de produits de services financiers ruraux spécifiques en fonction des besoins des groupes cibles du Fonds.

Approche d'élargissement

28. Les stratégies de ciblage territorial des interventions et les instruments qui privilégient les liens entrepreneuriaux/l'accès aux marchés ont été conçus pour surmonter les obstacles rencontrés dans les diverses régions du pays. Les connaissances qu'ils permettront d'acquérir sur le modèle des liens entrepreneuriaux et la manière dont les partenariats avec le secteur privé peuvent promouvoir l'accès aux marchés permettront d'envisager la reproduction des interventions et leur application à plus grande échelle dans d'autres pays d'Amérique centrale.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Bien que le gouvernement ait attribué au programme une priorité élevée, celui-ci est encore confronté à un risque majeur qui s'est déjà manifesté par le passé. L'efficacité des prêts consentis au titre des programmes précédents a pâti du retard accusé dans la ratification des prêts par le Congrès. Les mesures prévues pour éviter que cette situation ne se reproduise consistent à tenir les organes législatifs et les autres organes de décision clés dûment informés en faisant appel à une équipe de gestion du programme de pays renforcée et à la supervision directe par le FIDA.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il ne devrait avoir aucune incidence négative notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. La durabilité du programme dépendra des éléments suivants: i) la capacité des associations de producteurs à gérer leurs propres entreprises et à entretenir des liens solides avec les marchés et avec les secteurs public et privé; ii) l'institutionnalisation du processus de planification municipale participative et, globalement, l'autonomisation sociale et économique des groupes cibles; et iii) l'amélioration des moyens institutionnels et opérationnels du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République d'El Salvador et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'El Salvador un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à onze millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Programa de Competitividad Territorial Rural (Amanecer Rural)"

(Negociaciones concluidas el 10 de diciembre de 2010)

Número del préstamo: _____

Programa de Competitividad Territorial Rural (Amanecer Rural) (el "programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de El Salvador (el "prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "parte" y los dos colectivamente las "partes")

acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este convenio: el presente documento, la descripción y las disposiciones de ejecución del programa (Anexo 1), el cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas (las "Condiciones Generales"). A los efectos del presente convenio, los términos definidos en las condiciones generales tendrán el significado en ellas indicado.
2. El Fondo proporcionará un préstamo al prestatario (la "financiación"), que el prestatario destinará para ejecutar el programa de conformidad con los términos y condiciones del presente convenio.

Sección B

1. El Fondo proporcionará un préstamo por un monto de DEG 11 150 000.
2. El préstamo se concede en condiciones ordinarias por un plazo de 18 años incluyendo un período de gracia de tres (3) a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos. La tasa de interés será el Tipo de Interés de Referencia del Fondo.
3. La moneda de pago del servicio del préstamo será dólares de los Estados Unidos de América.
4. El ejercicio fiscal aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto.
6. El prestatario, a solicitud del Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) abrirá y mantendrá una cuenta en el Banco Central de Reserva de El Salvador, ("cuenta designada") en dólares de los Estados Unidos de América para la financiación del programa. El prestatario autoriza al MAG a administrar la cuenta designada en nombre

del prestatario. El MAG abrirá cuentas bancarias en un banco del sistema financiero aceptable para el Fondo, para la administración y ejecución de los recursos del programa.

7. El prestatario proporcionará financiación de contrapartida para asegurar la financiación del programa por un monto de hasta 150 000 dólares de los Estados Unidos de América.

Sección C

1. El Organismo Responsable del programa, encargado de la ejecución del mismo, será el MAG.

2. La fecha de terminación del programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente convenio o cualquier fecha posterior de conformidad con las Condiciones Generales.

Sección D

El préstamo será administrado y el programa será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que la unidad gerencial del programa haya sido constituida en conformidad con el apéndice 1 sección II, párrafo 2.1 de este convenio.

2. El presente convenio está sujeto a la ratificación del prestatario, mediante aprobación por la Asamblea Legislativa.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionado con el presente convenio:

Por el Fondo:

El Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministerio de Hacienda
Boulevard de los Héroes,
nº. 1231
San Salvador, El Salvador,
C.A.

N. de fax+5032257491

Copia para información (para asuntos relacionados con la ejecución del programa):

Ministerio de Agricultura y
Ganadería
Desde calle Oriente, entre Final
1ª, Avda. Norte y Avda. Manuel
Gallardo
Santa Tecla, La Libertad
El Salvador

El presente convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el prestatario.

Por el Fondo

Por el Prestatario

Anexo 1

Descripción del programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del programa

1. *Población-objetivo y usuarios.* Los grupos-objetivo incluyen, pequeños productores agropecuarios pobres, de subsistencia, incluyendo familias sin tierra (jornaleros y arrendadores); pequeños productores con potencial para vincularse a los mercados; productores agropecuarios con vinculación incipiente a los mercados y las cadenas de valor; micro y pequeños empresarios rurales involucrados en la transformación/agregación de valor (agropecuarios y no-agropecuarios); productores de artesanías, artífices de productos culturales, y prestadores de turismo rural comunitario; mujeres y jóvenes rurales, y familias de ascendencia indígena, a nivel nacional por ser la zona de influencia del programa.

2. *Meta.* Contribuir a mejorar las oportunidades de generación de ingresos y empleo además de garantizar la seguridad alimentaria de las familias de los pequeños productores rurales, a través del aumento y diversificación de la producción y del acceso a mercados competitivos. Esto será conseguido en base a la expansión de las unidades productivas (asociativismo agroempresarial) y la creación y consolidación de negocios y empresas rurales (agropecuarias y no-agropecuarias).

3. *Objetivos.* Se enmarcan en la estrategia presidencial de agricultura familiar, para este programa, los siguientes objetivos:

- a) Contribuir al fortalecimiento del capital humano y social, a través del desarrollo de las capacidades asociativas, de gestión y toma de decisiones de los grupos de usuarios.
- b) Apoyar el mejoramiento de las capacidades productivas, de seguridad alimentaria y de transformación/agregación de valor de los pequeños productores agropecuarios y no-agropecuarios organizados.
- c) Promover el desarrollo de negocios y microempresas rurales, asegurando el acceso a los mercados formales con un enfoque de encadenamientos empresariales; a la vez que diseñar y poner en práctica instrumentos financieros innovadores que respondan a las necesidades de los pequeños productores rurales.
- d) Promover la planificación municipal territorial en función de las cadenas productivas prioritarias y para el desarrollo de una economía solidaria para-municipal (polígonos territoriales de desarrollo y producción).
- e) Contribuir al fortalecimiento de las capacidades técnicas e institucionales de la entidad ejecutora en las acciones de desarrollo rural territorial y reducción de la pobreza.

4. *Componentes.* Para atender las limitaciones y oportunidades de la población-objetivo, el programa implementará acciones específicas e inversiones bajo los siguientes componentes: a) competitividad empresarial y acceso a mercados; b) asociatividad y gestión territorial; y c) gestión del programa.

Componente A. COMPETITIVIDAD EMPRESARIAL Y ACCESO A MERCADOS

A.1. El objetivo del componente es el de facilitar el acceso a los mercados locales, nacionales y externos de las asociaciones de productores agrícolas y no-agrícolas de El

Salvador, a través de la implementación de *encadenamientos empresariales*, fortaleciendo sus capacidades administrativas, de producción y comercialización en el contexto del establecimiento y consolidación de negocios rurales y microempresas rurales competitivas que generan empleo e ingresos entre los grupos-objetivo del FIDA en las diversas regiones del país.

A.2. El componente incluye acciones bajo las siguientes líneas de acción: a) **desarrollo de encadenamientos empresariales** (asistencia técnica especializada, formulación de planes de negocios); b) **fondos de capitalización**, incluyendo: *Fondo de Capitalización para la competitividad* (inversiones productivas agropecuarias y micro-irrigación eficiente; infraestructura y equipos para la agregación de valor/ transformación, empaque; apoyo para el establecimiento de industrias rurales y microempresas y la consolidación de las existentes); *fondo para la seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático* (inversiones en conservación de suelos y en actividades forestales en el ámbito municipal (bosques energéticos), programa piloto de pago por servicios ambientales (como parte de las acciones en el terreno a realizar bajo el componente de asociatividad y gestión territorial); y c) **servicios financieros rurales** (apoyo a la innovación y aplicación de productos financieros que faciliten el acceso de los usuarios a los servicios financieros rurales).

A.3. La estrategia de intervención del componente se basa en una categorización de las organizaciones de productores de acuerdo a su nivel de desarrollo y cadena de valor correspondiente, de la siguiente forma: Fortalecimiento a cadenas de valor existentes y Creación de nuevas cadenas de valor.

A.4. **Desarrollo de encadenamientos empresariales.** Los encadenamientos empresariales son el motor de la estrategia de acceso a mercados y para su implementación se contratarán servicios especializados de asistencia técnica de acuerdo a las necesidades diferenciadas de los diversos grupos-objetivo, y los niveles de requerimiento de acuerdo con las demandas técnicas de las asociaciones de productores y de sus empresas. A través de esta línea de acción se fomentará la oferta y demanda de servicios técnicos y empresariales rurales, a ser realizados por entidades prestadoras de servicios a nivel nacional, por ser la zona de influencia del programa, contribuyendo a la reactivación de las economías locales.

A.5. **Fondos de capitalización.** El sistema de capitalización a través de fondos competitivos se enmarca dentro de los modelos de financiamiento promovidos para el desarrollo de mercados, los cuales han sido ampliamente usados por los gobiernos para promover el fortalecimiento y acceso a mercados de las microempresas rurales. Los fondos de capitalización, surgen como respuesta a los cambios producidos en las economías de los países en desarrollo por efecto de la globalización, caracterizada por la orientación hacia el mercado. La complementariedad de los fondos de capitalización con los servicios financieros rurales, está dada en la medida que los fondos van a ser usados para fortalecer la capitalización de los grupos y facilitar la vinculación de los grupos a los mercados financieros.

A.6. **Servicios financieros rurales (SFR).** El objetivo general de esta línea de acción es aumentar la profundización y el alcance de los servicios financieros, generando mecanismos de financiamiento e instrumentos innovadores que respondan a las necesidades de los productores rurales. Los objetivos específicos incluyen, desarrollar: a) un modelo de operación efectivo y actualizado de los fideicomisos existentes del MAG; b) productos financieros que respondan a las necesidades de la población rural y promuevan el ahorro, especialmente entre la población migrante; y c) alianzas estratégicas, con las instancias financieras de primer piso y las instancias financieras proveedoras de recursos a nivel de segundo piso, para que proporcione los flujos de recursos necesarios para operar los productos financieros desarrollados.

Componente B. ASOCIATIVIDAD Y GESTIÓN TERRITORIAL

B.1. Este componente busca contribuir al fortalecimiento de las capacidades productivas, empresariales, y de gestión/ planificación, con equidad intergeneracional y de género, en el ámbito de las asociaciones de productores, las comunidades rurales y las municipalidades en los diversos territorios de acción del programa, bajo una estrategia diferenciada de *inclusión al desarrollo* y de *modernización y competitividad territorial rural*, de acuerdo con el nivel de desarrollo alcanzado por los grupos económicos y las localidades.

B.2 El componente será implementado a través de las siguientes líneas de acción:

a) **fortalecimiento de la asociatividad y la empresarialidad juvenil**, comprendiendo: a) asociatividad agro empresarial; y b) promoción de liderazgos y el emprendedurismo juvenil; b) **fortalecimiento municipal y territorial**, incluyendo: i) facilitación del desarrollo local; ii) apoyo a la planificación municipal y territorial en función de las cadenas de valor y los temas centrales del programa; iii) fortalecimiento institucional y de las capacidades para la promoción del desarrollo rural de la entidad ejecutora (mag); y iv) inversiones para el desarrollo humano (infraestructura social); c) **seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático**: i) impulso a la producción agropecuaria sustentable, asistencia técnica agropecuaria y sobre conservación de suelos para productores de subsistencia y comerciales emergentes; y ii) programa piloto de pago por servicios ambientales. aplicación de los recursos del fondo para la seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático.

B.3 **Fortalecimiento de asociaciones y la empresarialidad juvenil.** esta línea de acción está relacionada con el fortalecimiento de la asociatividad agro-empresarial con el fin de consolidar las estructuras organizativas de las asociaciones de productores y otras entidades económicas rurales, en la búsqueda de economías de escala en la producción y la comercialización con un enfoque de consolidación de las cadenas productivas. la promoción de liderazgos y de la empresarialidad de jóvenes, se desarrollará un programa de becas para la formación técnica de jóvenes de acuerdo con las necesidades y requerimientos de las empresas rurales de los territorios y al mercado laboral; se desarrollará un programa de capacitación para formar liderazgos en los territorios; realización de convenios y alianzas entre instituciones para formación de los y las jóvenes.

B.4 **Fortalecimiento municipal y territorial.** a) facilitación del desarrollo local, se fomenta la participación de los actores locales en los municipios. En el marco de la estrategia presidencial de agricultura familiar, se plantea la vinculación del trabajo de esta cartera de Estado, tendrá como base de partida las condiciones de los territorios, de las comunidades y de sus habitantes; b) apoyo a la planificación municipal y territorial. En las instituciones y diferentes actores que inciden en el trabajo de los territorios, se articularán los planes y acciones al desarrollo de los municipios, apoyará a las municipalidades en la formulación y ejecución de políticas municipales de género con enfoque de derechos humanos y juventud, en la formulación/ actualización de los planes estratégicos de desarrollo municipal; y en la formulación de los planes de desarrollo económico territorial con enfoque de cadenas de valor; c) fortalecimiento Institucional del MAG. Fortalecer institucionalmente al Ministerio; por lo que el objetivo principal del programa sería el de contribuir a fortalecer sus capacidades técnicas e institucionales; y d) inversiones para el desarrollo humano. Se desarrollará una línea de apoyo para la realización de la infraestructura social para el desarrollo humano a nivel del territorio. Se incluyen pequeñas obras de infraestructura ahorradoras de tiempo, destinadas a disminuir la carga de trabajo, así como de apoyo a la gestión y cohesión social comunitaria, y las actividades productivas tanto en los procesos de producción agrícola, pecuaria, de servicios, comercialización, y otras generadoras de ingresos.

B.5 Seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático. Se consideran dos ejes estratégicos: a) aumento de la competitividad de los pequeños productores de territorios vulnerables, mediante el incremento de la productividad, el agregado de valor a la producción primaria y el desarrollo de encadenamiento productivos, tanto para la producción de alimentos para autoconsumo, como para abastecer los mercados nacionales; y b) adaptación al cambio climático, mediante conservación de los suelos, variedades tolerante a la sequía, planes de manejo de las cuencas hidrográficas, implementación de reservorios de agua para riego, y pago de servicios ambientales que contribuyan a mejorar el abastecimiento de agua para consumo humano e industrial.

Componente C. GESTIÓN DEL PROGRAMA

El objetivo de este componente es facilitar la ejecución y administración del programa.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Programa

1.1 *Designación.* Se designa al MAG como organismo responsable de la ejecución del programa.

1.2 *Responsabilidades.* EL MAG es responsable de la orientación del programa y de firmar las solicitudes de desembolsos del préstamo. Esto último lo hará conjuntamente con la Dirección De Desarrollo Rural, a la que delegará la conducción del programa, por medio de la Unidad Gerencial del Programa (UGP). La UGP estará dirigida por el coordinador del programa que tendrá a su cargo la responsabilidad de ser el enlace entre el MAG y todas las operaciones en el terreno.

2. Unidad Gerencial del Programa (UGP)

2.1 *Funcionamiento y Responsabilidades.* La UGP será responsable de la gestión cotidiana del programa, por medio de la Coordinación del programa, la cual tendrá las funciones específicas de: a) emitir resolución o autorización para la ejecución de proyectos financiados con el préstamo; b) tramitar la firma para la suscripción de los Contratos del Personal de la UGP, los cuales deben de contar con la no objeción del FIDA; c) tramitar la firma de los Contratos de Servicios; y d) otras funciones de gestión cotidiana del programa La sede central de la UGP estará localizada en la ciudad de Santa Tecla, Departamento de la Libertad, y contará con oficinas regionales.

2.2 *Constitución.* La UGP tendrá el personal mínimo siguiente: a) coordinador del programa; b) especialista administrativo financiero contable; c) especialista en planeación, seguimiento y evaluación. d) responsable de competitividad y acceso a mercados; e) responsable de asociatividad y gestión territorial; f) responsable de la unidad de género; g) asesor legal; h) especialista en servicios financieros; i) especialista en competitividad empresarial y acceso a mercados.

3. El comité de análisis y evaluación de propuestas de financiamiento, el cual funcionará como una instancia de toma de decisiones para dirigir las actividades según los objetivos del programa, en base a las propuestas que presenten las comisiones técnicas, que funcionará en el terreno.

3.1 *Establecimiento.* El coordinador del programa nombrará al comité de análisis y evaluación de propuestas de financiamiento de acuerdo con el manual de operaciones

3.1.1 *Responsabilidades*. El comité es la entidad encargada de aprobar los proyectos que le son sometidos por las comisiones técnicas territoriales de la UGP, de acuerdo a los procedimientos internos del programa, además de revisar los expedientes de las propuestas de acuerdo a lo remitido por las comisiones técnicas. Sus funciones serán las siguientes: a) evaluar la elegibilidad y la metodología de ejecución; b) evaluar la factibilidad técnica y criterios de sostenibilidad de largo plazo; c) evaluar la factibilidad financiera; y d) elaborar dictámenes o actas de aprobación.

3.2 *Composición*. El comité estará integrado por: a) dos (2) funcionarios del MAG nombrados por el Ministro de Agricultura y Ganadería; b) los coordinadores de los programas FIDA y coordinadores técnicos en el terreno; c) especialista administrativo financiero contable del programa; d) coordinador/es de los componentes que se relacionen directamente con los proyectos a presentarse; e) jefes de las comisiones técnicas que presentaron los proyectos; g) técnicos de campo, que se desempeñen en el área de ejecución de los proyectos a presentarse; g) representantes de las instituciones descentralizadas que estén relacionados con los proyectos a presentarse; y h) la representante de género del programa.

4. Organismo internacional. El prestatario, a través del MAG, firmará un convenio, contrato o documento de proyecto o programa, que normará las relaciones entre el MAG y el organismo internacional, determinando claramente las condiciones de transferencia y administración de los recursos financieros y servicios, tales como: a) procesos de adquisiciones y contrataciones (los límites mínimos y máximos para los procesos serán establecidos por el Fondo a solicitud del MAG); b) pagos de bienes o servicios; y entre otros, c) el organismo internacional se seleccionará según lo establecido en el manual de operaciones del programa y con la no objeción del Fondo. Todas las operaciones, compras, licitaciones entre otras, se realizarán bajo las normas y procedimientos del Fondo. La suscripción del documento entre el MAG y el organismo internacional estará sujeta a la previa no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del préstamo.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las categorías de gastos admisibles que se financiarán con cargo al préstamo y la asignación de los montos del préstamo a cada categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada categoría:

Categoría	Monto del préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Equipos y vehículos	280 000	100% sin impuestos
II. Capacitación y divulgación	2 520 000	92% de los gastos totales o 100% sin impuestos
III. Convenios y contratos de servicios	2 995 000	82% de los gastos totales o 100% sin impuestos
IV. Fondos de capitalización	2 915 000	85% de los gastos totales excluyendo los aportes de los Beneficiarios o 100% sin impuestos excluyendo los aportes de los Beneficiarios
V. Salarios	1 760 000	91% de los gastos totales o 100% sin impuestos
VI. Gastos de operación	530 000	87% de los gastos totales o 100% sin impuestos
Sin asignación	150 000	
TOTAL	11 150 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro *supra* se definen así:

- I. Por equipos y vehículos se entienden los gastos para financiar los equipos y vehículos para la UGP y los componentes del programa, además del equipamiento para las unidades municipales de planificación, ambientales y de la mujer.
- II. Por capacitación y divulgación se entienden los gastos incurridos para financiar los eventos de capacitación a usuarios y técnicos del programa (subcategoría cursos y talleres), además de los materiales de divulgación (subcategoría divulgación).
- III. Por convenios y contratos de Servicios se entienden los gastos para financiar la contratación de consultores que puedan ser seleccionados mediante concurso de precios restringido (subcategoría asistencia técnica), la contratación de firmas consultoras que requieran licitaciones a nivel nacional (subcategoría estudios y auditorías), y los convenios con instituciones públicas, como el convenio con la Dirección General de Ordenamiento Forestal, Cuencas y Riego del MAG para los trabajos en las microcuencas, y con la Dirección General de Gestión Hídrica y Ordenamiento Ambiental del

Territorio, del Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales para la ejecución del programa piloto de pago por servicios ambientales.

- IV. Por fondos de capitalización se entienden los gastos admisibles incurridos por:
- *Fondo de capitalización para la competitividad* ((inversiones productivas agropecuarias y micro-irrigación eficiente; infraestructura y equipos para la agregación de valor/ transformación, empaque; apoyo para el establecimiento de industrias rurales y microempresas y la consolidación de las existentes);
 - *Fondo para la seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático* (inversiones en conservación de suelos y en actividades forestales en el ámbito municipal (bosques energéticos), programa piloto de pago por servicios ambientales (como parte de las acciones en el terreno a realizar bajo el componente de asociatividad y gestión territorial);
- V. Por salarios se entienden los salarios de todo el personal del programa.
- VI. Por gastos de operación se entienden combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y misceláneos de oficina, y otros similares que se requieran para el funcionamiento de la UGP y de los componentes.

El término "sin asignación" no es una categoría de desembolso. Para su uso se deberá reasignar a las otras categorías de desembolso que presenten deficiencias, previo acuerdo entre el prestatario y el Fondo y de conformidad con los procedimientos internos del Fondo.

2. *Costos de puesta en marcha.* Es autorizado el retiro de fondos, respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro exclusivamente en las categorías V y VI realizados para la selección y contratación del personal del programa, referido en la sección E 3 del presente convenio, hasta un monto total equivalente a 150 000 dólares de los Estados Unidos de América.

Key reference documents

Country reference documents

Plan Quinquenal de Desarrollo 2010-2014. Gobierno de El Salvador. San Salvador, abril de 2010.

Una Ruta al Desarrollo–Estrategia Nacional de Desarrollo Productivo. Secretaría Técnica de la Presidencia, Gobierno de El Salvador. San Salvador, abril de 2010.

Plan Estratégico Sectorial 2010-2014 – Modernización y Ampliación de la Base Productiva Agroalimentaria. Ministerio de Agricultura y Ganadería, enero de 2010.

IFAD reference documents

Programme design document (PDD) and key files

IFAD – Rural Finance Policy

IFAD – Rural Microenterprise Policy

IFAD – Targeting Policy

Logical framework

OBJECTIVE HIERARCHY	KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS	MONITORING AND INFORMATION SOURCES	ASSUMPTIONS
<p>GOAL "Supporting the substantive and verifiable reduction of poverty; and of economic and gender-related inequality and social exclusion in the country". (Accords of the National Economic and Social Council of El Salvador)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator). Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator). Increases in the Human Development Index from 0.73 to 0.78 within the middle level. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS surveys. El Salvador's Human Development Report. National development reports 	
<p>PROJECT PURPOSE (Six-year investment) Contribute to increased employment, incomes and food security among the families of small agricultural producers, through their enhanced and diversified production and their access to competitive markets. This will be achieved through the expansion of production units (agro-entrepreneurial association) and the creation and consolidation of (agricultural and non-agricultural) rural businesses and microenterprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 40 000 families take part of the programme's integral development processes and investments –including at least 30% women-led (RIMS indicator); 65% of producer associations involved in entrepreneurial linkages and transformation/ value aggregation improve their incomes/ employment, accessing national and international markets; 4,000 jobs created (30% for women) through rural business creation/ consolidation by enhanced producer associations; 65% of producer associations, involved in entrepreneurial-linkage plans generate permanent employment, of which 30% are women's; 50% of scholarship-supported students (at least 30% young women) obtain relevant jobs and/ or develop business initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study; mid-term and final evaluations RIMS surveys (1st, 3rd and final year) Regular P/M&E reports Thematic evaluation reports 	<p>The Government's agenda for rural development/ poverty reduction maintains its stated high priority.</p> <p>The country's economy is stable; market conditions favour productive agricultural growth and exports; and no major natural disaster occurs.</p>
COMPONENT: ENTREPRENEURIAL COMPETITIVENESS AND MARKET ACCESS			
<p>Output 1: Development of Entrepreneurial Linkages The associations of rural producers strengthen their capacities for production, value aggregation/ transformation, commercialization, etc., establishing entrepreneurial linkages, executing business plans, creating rural businesses and microenterprises, and accessing local, national and external markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 14 000 producers, involved in producer groups/ associations, participate in training and specialised TA, related to primary production, processing/ value aggregation, market access, etc., of which 30% rural women; 127 producer organisations/ microenterprises (agricultural/ non-agricultural) strengthen their operational capacities and access to national and external markets; 	<ul style="list-style-type: none"> Business plans Regular Planning/M&E reports Mid-term and final evaluations Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers 	<p>CAFTA's policies and international prices are favourable for access to the region's markets.</p> <p>Commercial actors participate in and establish agreements with organisations of small producers.</p>
<p>Output 2: Food Security and Adaptation to Climate Change The subsistence agricultural producers improve their production/ post-harvest and value-aggregation practices and technologies, and reduce their vulnerability to climate change.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 120 producer associations, introduce cultivation technologies adapted to drought, and implement soil conservation practices and works; 2 000 agricultural production families install/ or improve their micro-irrigation systems in 500 hectares; Three pilot projects related to environmental service payment, executed. 	<ul style="list-style-type: none"> Territorial/ micro-watershed management plans Planning/ M&E reports Mid-term and final evaluations 	<p>Seasonal climatic conditions are normal.</p>
<p>Output 3: Rural Financial Services The users-beneficiaries access the existing rural financial services (savings and credit) as well as innovative financial instruments to be developed through pilot initiatives.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 100 MAG staff (30% women) take part in specialised RFS training; 4 000 users-beneficiaries (35% women and young people) get access to existing financing services and funds; 50 producer associations which are involved in entrepreneurial business plans establish linkages to, and access existing RFSs. Three innovative financial instruments, developed and applied on a pilot basis 	<ul style="list-style-type: none"> Regular Planning/ M&E reports Documents and records of organizations; RSAs and RFS service providers Mid-term and final evaluations 	<p>The country's legal framework is favourable to the consolidation of rural micro-financing systems.</p>
COMPONENT: HUMAN DEVELOPMENT, ASSOCIATION BUILDING AND TERRITORIAL MANAGEMENT			
<p>Output 4: Human Development, Association Building and Territorial Management The user-beneficiaries strengthen their community organizational, entrepreneurial association and management capacities for productive and social development, in a context of leadership and entrepreneurship promotion among rural women and young people as well as municipal territorial planning.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 200 producer associations strengthen their organizational activities, involving at least 40% of young people members and rural women; 1 000 young people (50% women) access the scholarship funds, thus improving their technical occupational abilities; 150 municipalities that improve their institutional capacities formulate and execute rural territorial development plans based on value chains. 	<ul style="list-style-type: none"> Territorial/ municipal development plans Regular Planning/ M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives 	<p>Political will for municipal territorial development, exercised.</p>
<p>Output 5: Human Development Investments (Infrastructure) Poor rural families improve their household living conditions and sanitation through wider access to basic social infrastructure, and labour-saving devices.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 23 800 small social infrastructure works and installations, constructed/ rehabilitated (5 900 water harvesting/ storage devices; 5 900 latrines; 12 000 improved cooking stoves) (RIMS anchor indicator). 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/ M&E reports Municipal records/ archives 	<p>An incentive system for communities and municipalities in infrastructure construction/ maintenance, established.</p>
<p>Output 6: Institutional Strengthening of MAG The Programme's executing entity strengthens its technical, operational and institutional capacities for rural development.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 200 MAG staff trained in key rural development themes, including access to markets and entrepreneurial linkages (30% women); MAG generates applied institutional learning in the context of a results-based M&E system for investment programme coordination and implementation (the system is harmonised with all IFAD-financed projects). 	<ul style="list-style-type: none"> MAG Annual Report Reports of specialised consulting support 	<p>The institutional renovation process, continued and appropriated by MAG.</p>